

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection  
des Populations  
Service protection de l'environnement

Valence, le 12 avril 2013

Affaire suivie par : Valérie DELVAL  
et UT DREAL : Pascal BRIE  
Tél. : 04-26-52-22-09  
Fax : 04-26-52-21-62  
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL n° 2013102-0014**  
**portant création de la COMMISSION DE SUIVI DE SITE « CSS ISDND ST SORLIN EN VALLOIRE »**  
**en remplacement de la CLIS relative à l'ISDND de ST SORLIN EN VALLOIRE**  
**exploitée par le SYTRAD**

**Le Préfet de la Drôme,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, R 125-5, R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment ses articles 45 et 46 ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-5767 du 16 décembre 2005 fixant la composition de la commission locale d'information et de surveillance créée dans le cadre de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à ST SORLIN EN VALLOIRE, au lieu-dit « Les Grises », 875 route des Sorbiers ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009 autorisant le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social est situé 7, rue Louis Armand, Z.I. La Motte 26 800 PORTES LES VALENCE, à étendre l'exploitation de son Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) implantée à SAINT SORLIN EN VALLOIRE au lieu-dit « Les Grises » ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-2637 du 30 juin 2010 imposant des prescriptions relatives au contrôle du rejet de substances dangereuses dans l'eau rejetée par l'ISDND susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011207-0025 du 26 juillet 2011 portant modification des conditions d'exploitation et mise à jour des rubriques applicables à l'ISDND susvisée ;

VU le rapport et les propositions en date du 3 avril 2013 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région RHONE-ALPES ;

CONSIDERANT les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par l'ISDND exploitée par le SYTRAD à ST SORLIN EN VALLOIRE, et l'intérêt qu'il y a de mettre en place une commission de suivi de site, en raison notamment des nuisances olfactives et des envols pouvant être générés ;

CONSIDERANT que l'ISDND relève de l'article R 125-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'ISDND susvisée est un centre collectif de stockage qui reçoit des déchets non inertes au sens de l'article R 541-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Création de la commission de suivi de site**

En remplacement de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) mise en place dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux) par le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), à ST SORLIN EN VALLOIRE, au lieu-dit « Les Grises », 875 route des Sorbiers, il est créé autour de cette même installation une commission de suivi de site dénommée « **CSS ISDND ST SORLIN EN VALLOIRE** ».

### **Article 2 : Composition**

La commission de suivi de site est composée des membres suivants ou de leurs représentants, répartis en cinq collèges :

#### Collège "administrations de l'État" :

- le préfet du département de la Drôme ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région RHONE-ALPES (DREAL) ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires de la Drôme (DDT) ou son représentant,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Drôme (SDIS) ou son représentant,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de la région RHONE-ALPES (ARS) ou son représentant.

#### Collège "élus des collectivités territoriales" :

- le maire de la commune de ST SORLIN EN VALLOIRE, ou son représentant,
- le maire de la commune de MANTHES, ou son représentant,
- le maire de la commune de MORAS EN VALLOIRE, ou son représentant,
- le maire de la commune d'EPINOUBE ou son représentant,
- le président de la communauté de communes Rhône-Valloire ou son représentant.

#### Collège "exploitant" :

- le président du SYTRAD ou son représentant,
- le responsable de l'exploitation de l'ISDND de ST SORLIN EN VALLOIRE ou son représentant,
- le responsable sécurité-environnement du SYTRAD ou son représentant.

#### Collège "riverains" :

- le président de la FRAPNA DROME ou son représentant,
- le président de l'association des habitants de la Meyerie ou son représentant.



### Collège "salariés" :

En l'absence de salariés protégés travaillant au sein du SYTRAD, les deux salariés travaillant sur le site :

- Monsieur Stéphane PRAL ;
- Monsieur Bruno BRUNET.

Les membres sont nommés pour une durée de **cinq ans**.

### **Article 3 : Présidence de la commission et composition du bureau**

La commission de suivi de site est présidée par le préfet du département de la Drôme ou son représentant.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la commission.

### **Article 4 : Mission**

La commission de suivi de site a pour mission de :

- créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des collèges énoncés à l'article 2, sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants d'installations de traitement des déchets, situées dans son périmètre d'intervention, en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Pour mener à bien sa mission, la commission est tenue régulièrement informée des modifications que l'exploitant envisage d'apporter à ses installations, des décisions individuelles dont ces installations font l'objet mais également des incidents ou accidents survenus à l'occasion de leur fonctionnement.

### **Article 5 : Fonctionnement de la commission**

Le fonctionnement de la commission est défini dans un règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site, conformément aux dispositions des articles R 125-8-3 à R125-8-5 du code de l'environnement, ce règlement doit respecter en particulier les clauses suivantes :

- Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 2 y bénéficie du même poids dans la prise de décision.
- La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.
- L'ordre du jour est fixé par le bureau.
- Le bureau pourra décider que certaines réunions soient ouvertes au public.
- Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

### **Article 6 : Secrétariat de la commission**

Le secrétariat de la commission est assuré par la DREAL Rhône-Alpes, Unité Territoriale de Drôme-Ardèche.

Le secrétariat de la commission pourra se faire assister par un prestataire dont le choix sera soumis à l'avis de la DREAL Rhône-Alpes, attributaire des crédits de fonctionnement de la commission, pour l'aider à assurer sa mission.

## **Article 7 : Information de la commission par les industriels et les collectivités**

L'exploitant de l'installation visée dans le présent arrêté adresse à la commission :

- les rapports d'analyse critique (tierces expertises) réalisés en application de l'article R.512-7 ;
- Les modifications mentionnées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement que l'exploitant envisage d'apporter à son installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
- le rapport environnemental de l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe ;
- le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 45 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

Le bureau de la commission fixe la date et la forme sous lesquelles l'exploitant adresse ces documents.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour de ladite installation.

## **Article 8 : Information du public sur les travaux de la commission**

La commission met régulièrement à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats, en particulier sur le site internet <http://www.cssrhonealpes.com> (ou <http://www.clicrhonealpes.com>).

## **Article 9 : Validité des consultations**

Les consultations de la commission locale d'information et de surveillance, créée par l'arrêté préfectoral n°05-5767 du 16 décembre 2005 susvisé fixant la composition de cette commission, auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté, demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

## **Article 10 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral susvisé n°05-5767 du 16 décembre 2005, fixant la composition de la commission locale d'information et de surveillance, est abrogé.

## **Article 11 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de GRENOBLE, le délai de recours est de deux mois à compter de sa publication.

## **Article 12 : Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux membres de la commission.

Le Préfet



Pierre-André MERAND